

### L'énergie

efficace dans les organismes internationaux et sa marge de manœuvre en politique étrangère.

Loin de paraître décidé à assumer une partie de ses responsabilités pour essayer de redresser la situation, le gouvernement envoie ses ministres se lamenter à l'étranger que le Canada a besoin d'aide pour se sortir de la crise énergétique qu'il n'a pas provoquée. Mais simultanément, les ministres nous conduisent à l'abîme en essayant de nous faire croire ici qu'une pareille crise mondiale de l'énergie n'existe pas.

Malheureusement, les nuages se font de plus en plus menaçant à l'horizon. Tout d'abord, la production mondiale de pétrole n'augmente pas. Elle demeure stationnaire, si elle ne décroît pas. Deuxièmement, la consommation et la demande mondiales augmentent, au lieu de diminuer. Troisièmement, il est pour ainsi dire impossible de passer du jour au lendemain à de nouvelles formes d'énergie dans les secteurs clés, tels les transports et l'industrie lourde. Il faut des années de travail pour mettre au point les énergies de remplacement et les techniques d'application. Cela fait que dans l'intervalle, nous resterons à la merci du pétrole. Quatrièmement, la lutte pour les approvisionnements de plus en plus restreints de pétrole, même dans l'avenir immédiat, va être la source de tensions toujours plus vives entre le bloc oriental et le bloc occidental, entre pays sous-développés et pays développés, entre fournisseurs et consommateurs.

Ce sont là de tristes réalités qui préoccupent de plus en plus les gens sérieux de tous les pays. Malheureusement, le brouillard qui tient lieu de matière grise au gouvernement libéral est impénétrable à ces préoccupations. Car il n'est que trop vrai qu'il ne se rend pas compte de la situation.

[Français]

Le gouvernement libéral ne s'est pas même soucié de la vulnérabilité du Canada dans cette crise. Sept mois se sont écoulés depuis qu'ils ont allègrement défilé les propositions énergétiques du gouvernement précédent, lesquelles auraient démontré la volonté du Canada de s'attaquer à la situation pétrolière internationale, et le gouvernement n'a rien fait, sauf gaspiller sept mois cruciaux.

Je crois que cela ne nous aura pas trop surpris, car le même groupe a visiblement perdu la meilleure partie de son temps lors des sept dernières années, soit depuis 1973, lorsque les pays de l'OPEP ont pour la première fois démontré leur pouvoir.

Le gouvernement libéral n'a aucunement reconnu la situation internationale du pétrole. Le gouvernement n'a également aucune compréhension de la tension grandissante que crée la situation, des répercussions qu'elle a sur la sécurité de notre pays et des conséquences qu'elle entraîne pour notre politique étrangère.

[Traduction]

Le gouvernement libéral refuse d'admettre qu'il existe une crise pétrolière internationale. Il ne comprend pas l'accroissement de la tension qu'elle suscite au niveau mondial, ni les répercussions qu'elle a sur la sécurité de notre pays, ni son incidence sur la conduite de notre politique étrangère. Il n'a rien prévu pour rendre le Canada moins vulnérable à l'interruption éventuelle des importations de pétrole; il n'a pas pensé que le Canada devait être à l'avant-garde des pays résolus de faire face à la crise et à prendre des mesures immédiates, quelque difficiles qu'elles puissent être, pour corriger l'orienta-

tion que nous suivons actuellement. Il n'accepte pas, ne comprend pas, n'a rien à proposer et ne pense pas, et il n'a certainement pas non plus la moindre idée de l'existence d'une crise internationale du pétrole qui oblige les gouvernements de tous les pays à prendre des mesures.

C'est pour cette raison que nous avons présenté aujourd'hui une motion pour déplorer l'indifférence du gouvernement libéral vis-à-vis des conséquences de la crise mondiale du pétrole et pour le blâmer de n'avoir pas présenté un programme énergétique complet qui puisse rendre le Canada autonome en matière d'énergie. Il n'y a à peu près rien d'aussi essentiel à la stabilité du monde occidental que la sécurité des approvisionnements en pétrole. Pourtant, rien ne semble plus difficile à atteindre. En se refusant à contrer les initiatives de l'OPEP et à mettre en valeur leurs propres ressources énergétiques, le Canada, les États-Unis et les autres pays importateurs de pétrole s'exposent à des crises pétrolières qui pourraient avoir des conséquences désastreuses. Celles-ci comprennent entre autres des révolutions intérieures au Moyen-Orient, la lutte pour le pétrole et la ruine financière de nombreux pays.

Ce sombre scénario n'est pas évoqué par un quelconque prophète de malheur, mais par Walter Levy, un des consultants indépendants les mieux connus en matière de pétrole. Ses idées sont présentées en détail dans le dernier numéro de la revue *Foreign Affairs*. M. Levy n'est pas le seul non plus à donner ce grave avertissement aux pays qui dépendent du pétrole. Dans les milieux bien informés on se rend compte de plus en plus à quel point la situation est urgente car les pays industrialisés de l'Occident ont négligé jusqu'ici de résister, ils n'ont pas vu la crise du pétrole pour ce qu'elle était et ils n'ont pas pris les mesures qui s'imposaient pour réduire leur dépendance des approvisionnements en pétrole importé.

L'Institut international d'études stratégiques de Londres a fait part dernièrement des commentaires suivants:

Le plus important défi que les pays occidentaux auront à relever pour assurer leur sécurité au cours des années 80 sera de s'approvisionner, dans un tiers-monde instable, en matières brutes qui sont devenues essentielles à leur bien-être économique, à leur stabilité intérieure et à leur équilibre politique.

● (1520)

Voilà donc ce qu'a déclaré l'Institut international d'études stratégiques.

Nous savons tous que, de toutes ces ressources, c'est le pétrole qui est la plus importante. Nous savons aussi que c'est la région très troublée du golfe Persique qui fournit le gros des approvisionnements des pays occidentaux et que, de nos jours, on ne saurait séparer les questions pétrolières de celles de la sécurité.

Récemment, le secrétaire britannique à l'énergie a lancé une mise en garde contre les dangers d'un conflit localisé ou même mondial résultant de la course aux approvisionnements énergétiques. La semaine dernière, le chancelier Schmidt a déclaré pour sa part à Moscou que la répartition des approvisionnements d'énergie pourrait fort bien provoquer des rivalités mondiales. En effet, la question du pétrole lui-même et de la sécurité de son approvisionnement domine la politique mondiale et les affaires internationales depuis 1973. Les objectifs de politique étrangère et les considérations énergétiques sont de plus en plus inextricablement enchevêtrés.

L'ex-secrétaire d'État américain, Cyrus Vance, a mis ce lien étroit en relief lors d'une conférence qu'il donnait récemment à l'université Harvard lorsqu'il a exposé dans les détails les